



panorapresse  
Eure  
l'info utile pour les pros

## Fermeture du collège Mendès France. Impuissants élus de l'agglomération

LA DÉPÊCHE - LOUVIERS | vendredi 24 novembre 2017  
1243 mots



*Sébastien Lecomu a fait de la fermeture de Mendès France l'un des axes forts de son plan collège, ses troupes vont finir le travail malgré son départ au ministère de l'écologie (photo d'archives)*

**« Pablo Neruda à Évreux, Pierre Mendès France à Val-de-Reuil. Comment, dans ces temps actuels et incertains, aussi troublés, aussi difficiles, où l'on sait qu'il y a un lien essentiel entre l'enjeu éducatif et l'enjeu de l'intégration sociale, peut-on fermer aujourd'hui une école ? »**

En une phrase glissée à la fin de son intervention lors de la dernière séance plénière du Conseil régional, Nicolas Mayer-Rossignol, ancien président de Région socialiste, résume d'un mot la situation inextricable dans laquelle pataugent les élus de Seine-Eure.

Car oui, visiblement, le collège Mendès France de Val-de-Reuil, tout comme, même si la problématique est différente, le collège Pablo Neruda à Évreux, vont fermer leurs portes à la prochaine rentrée.

Fermer deux collèges certes, mais pas n'importe lesquels. Celui de Val-de-Reuil est dans l'une des villes les plus pauvres de France. Situé au coeur de la cité, à proximité de la dalle sur laquelle ses habitants vont à pied, mais aussi à deux pas de la gare SNCF, ce collège, le premier labellisé numérique du Département, se voulait être un outil de réussite sociale et d'intégration pour des élèves défavorisés, en provenance pour beaucoup d'écoles classées réseau d'éducation prioritaire (REP) mais qui trouvaient là un premier marchepied avant le lycée Marc Bloch et sa porte ouverte sur Sciences Po à Paris. L'annonce de sa fermeture est tombée comme un couperet.

Près de 700 logements privés

Car oui, au Département, où l'on gère d'une manière très technocratique, dans de grands bureaux bien chauffés, les affaires scolaires, on s'est aperçu que le collège était en sous-effectif depuis des années. Et pas qu'un peu ! Moins de 300 élèves à l'année alors qu'ils pourraient en contenir le double, voilà qui n'allait pas dans le bon sens. La faute à Marc-Antoine Jamet, sans doute, le maire socialiste de la ville, qui n'a de cesse depuis son élection, c'était en 2001, de promettre l'arrivée de nouveaux habitants, et donc de nouveaux collégiens aptes à remplir l'établissement. D'ailleurs, n'annonçait-il pas, encore, ce lundi l'arrivée de **« près de 700 logements privés supplémentaires, individuels et collectifs, d'ici 2 020 »...**

Une troisième version

Fort de ce constat, la nouvelle gouvernance du Département a décidé de remettre un peu d'ordre dans les dossiers laissés visiblement un peu trop à l'abandon par Jean Louis Destans, ancien président socialiste aujourd'hui rangé des affaires.

Alors il a fallu argumenter. Ce fut d'abord une question de salubrité publique. C'était un collège Pailleron et la chasse aux collèges Pailleron, de sinistre mémoire, était ouverte. Quand le Département a appris qu'il n'était finalement pas Pailleron, il a cherché, et trouvé, de nouvelles raisons. On ne va pas les énumérer là mais il est quand même savoureux de voir comment chaque argumentation du Département était systématiquement détruite par les opposants à cette fermeture. À tel point que le Préfet lui-même s'est ému de la situation, obligeant le Conseil départemental à dévoiler au débotté une troisième version de sa nouvelle carte scolaire alors en reconstruction sur le secteur de la Case (Communauté d'Agglomération Seine-Eure)

Une trilogie gagnante

Pourtant, au Département, les choses avaient bien évolué depuis ce jour de juin 2016 où Sébastien Lecornu a convoqué la presse pour justifier son dessein. Ce dernier, aujourd'hui exclu du parti Les Républicains, est devenu secrétaire d'État à l'écologie sans que l'on sache bien ce qu'il fait pour l'écologie. Mais visiblement, la gouaille et le pragmatisme de l'ancien maire de Vernon plaisent au Président Macron, qui l'emmène régulièrement avec lui dans ses déplacements à l'étranger.

De quoi s'assurer la bienveillance de Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'éducation nationale, pour une trilogie gagnante : État, Éducation nationale et Département. Tout le monde est désormais d'accord pour, sous couvert, cette fois, de mixité sociale, fermer le collège Mendès France, quitte à laisser les élus locaux, pourtant tous unis ou presque (le député LREM Bruno Questel est pour la fermeture, sa suppléante est contre, le conseiller départemental Daniel Jubert est bien embêté mais s'affirme solidaire des élus de son canton...) dans la plus totale incompréhension.

Rien n'y fait

On l'a écrit la semaine dernière : le projet du Département fait, dans l'agglomération Seine-Eure, l'unanimité contre lui pour de nombreuses raisons. Mais les élus locaux peuvent bien s'agiter tant qu'ils peuvent (demande de moratoire, conférence de presse en écharpe tricolore, communiqué de presse à répétition de la ville de Val-de-Reuil pour expliquer l'absurdité de la démarche...), rien n'y fait car la décision vient d'en haut ! Alors, l'agglomération peut proposer tout ce qu'elle veut, même proposer de financer les 3/4 de la facture d'un nouveau collège reconstruit pour peu qu'on laisse celui-ci encore debout une année ou deux, rien ne semble pouvoir faire fléchir l'exécutif au pouvoir. Et même si pour Bernard Leroy, le président de la Case, c'est presque son agglomération qu'on assassine, il paraît, lui comme les autres élus locaux, bien impuissant à contrer les ambitions de Sébastien Lecornu et de ses troupes, tous visiblement pressés de faire bien malgré elle le bonheur de la Case.

Dans les bus de l'agglomération

Au Département, on s'attend d'ores et déjà à un envahissement des locaux le 11 décembre prochain, jour du vote définitif de la décision en session plénière de Conseil départemental. Avec, comme la fois précédente au printemps 2016, intervention des forces de l'ordre pour rétablir l'ordre ? Peut-être, car il paraît improbable que les élus de la Case, l'agglomération la plus riche du département, parviennent à inverser la tendance, ce qui reviendrait à renverser le régime de gouvernance. Vraiment très peu probable...

Quant aux élèves de l'agglomération, ils auront tout loisir, enfin ceux qui ne sont pas partis dans le privé pour, on s'en doute, une meilleure mixité sociale (!), de discuter dans les bus tout neufs payés par l'agglomération, qui, si elle n'a pas la charge des collèges, a bien celle des transports scolaires, du bien-fondé de la décision, désormais imputée à Pascal Lehongre, de fermer le collège Pierre Mendès France. « **Du courage politique** », assure le nouveau président du Conseil départemental.

L'avenir jugera mais le mal sera fait, au nez et à la barbe des élus unanimes de l'agglomération Seine-Eure, impuissants à faire valoir leur propre volonté sur leur territoire !

Patrick Auffret